

Le G20 : pas plus légitime que le G8 ! Déclaration mondiale

Le nouveau et antidémocratique « Consensus de Washington » ne réglera pas la crise mondiale, selon plus de 550 groupes issus de 88 pays

International, le 29 octobre 2008 – En cette veille d'une réunion convoquée par les Nations Unies (ONU) pour discuter de son nouveau groupe de travail de haut niveau sur la crise financière mondiale, présidé par le lauréat du prix Nobel Joseph Stiglitz, et deux semaines avant la rencontre des membres du Groupe des 20 aux États-Unis qui portera sur la même question, une coalition de 550 organismes provenant de 88 pays publiait aujourd'hui une déclaration réclamant une réponse vraiment mondiale à cette crise mondiale et exposant les grands principes pour ce faire.

« De toute évidence, il est impératif de s'entendre rapidement sur les mesures à prendre pour faire face à la crise immédiate et protéger les travailleurs ordinaires, les ménages à faibles revenus et d'autres secteurs extrêmement vulnérables contre ses répercussions », a déclaré Lidy Nacpil, du Mouvement Asie/Pacifique sur la dette et le développement-Jubilée Sud.

« Mais puisque les répercussions seront vraisemblablement plus importantes sur les personnes les plus démunies et dans les pays émergents et en développement, a poursuivi Mme Nacpil, les gouvernements et les citoyens de tous les pays ne devraient-ils pas avoir leur mot à dire, et non pas uniquement ceux qui sont responsables de cette crise ? »

Les groupes signataires de la déclaration exigent que tout sommet mondial à venir respecte les principes suivants :

- inclure la participation de tous les gouvernements du monde ;
- engager vraiment la société civile, les groupes de citoyens et les mouvements sociaux dans le processus de façon significative ;
- établir clairement un calendrier de consultations régionales avec les groupes les plus touchés par la crise ;
- avoir une portée assez large pour aborder l'ensemble des problèmes et des institutions ;
- être transparent, en mettant à la disposition du public les propositions et l'ébauche des documents finaux pour en permettre la discussion bien avant la rencontre.

La déclaration confie également à l'ONU, à titre d'organisation représentative à l'échelle mondiale, le rôle de tenir un tel événement.

« Les politiques poursuivies par les gouvernements du Nord, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international au cours des trente dernières années ont échoué lamentablement, a soutenu Vitalis Meja de l'organisme Afrodad. Et maintenant, on veut corriger la situation en réunissant les représentants de 20 gouvernements dans la capitale américaine pour établir un nouveau "Consensus de Washington". »

Selon Roberto Bissio de Social Watch, *« toute tentative de la part des pays les plus puissants d'imposer une entente qui ne reposerait ni sur la consultation publique ni sur la participation de la majorité des pays du monde dans un processus inclusif, ne pourra que miner davantage la confiance des populations. »*

Le texte intégral de la déclaration mondiale est disponible en ligne à <http://www.choike.org/bw2>.